

Aux éducateurs qui accompagnent des jeunes en rupture de famille ou d'école, tout cela peut paraître inaccessible. Comment envisagez-vous le travail avec eux ?

Avec ces jeunes, je pense que la tradition de l'Éducation populaire apporte sinon des réponses, du moins des pistes importantes. Fernand Deligny et quelques autres ont montré que bien des enfants et adolescents ne sont en rupture que parce qu'ils n'ont pas réussi, justement, à s'ancrer dans une dynamique collective, à trouver une place dans un projet. Le travail essentiel à faire avec eux, c'est donc de les remettre dans une situation de projet avec des objectifs, un calendrier, des échéances qui les mobilisent. Pas n'importe quel projet évidemment... Ce qui est important, c'est de les aider à construire des projets dans lesquels ils peuvent, à la fois, s'exprimer et se dépasser : il faut qu'ils soient accrochés et qu'en même temps ils soient confrontés à des exigences qui leur permettent d'aller plus loin. Il peut s'agir d'exigences techniques, culturelles ou économiques, peu importe. L'essentiel est qu'ils vivent le projet comme un défi à relever et qu'ils s'engagent, à cette occasion, dans des apprentissages, qu'ils sortent de l'image négative et répétitive qu'ils ont d'eux-mêmes. Il faut les prendre là où ils en sont et, en même temps, leur proposer de se mettre en route vers autre chose.

Quand je travaille avec des éducateurs qui accompagnent ces jeunes-là, je tente d'identifier un certain nombre de conditions pour que les projets sur lesquels ils s'engagent fassent avancer les jeunes. La première, c'est la nécessité d'aider les jeunes à formuler soigneusement ce qu'ils veulent faire. Il faut passer par une phase de mise en mots, d'explicitation et ne pas hésiter à utiliser l'écriture, même si c'est difficile pour eux. Prendre le temps de formuler exactement ce que l'on veut faire est une phase essentielle pour sortir du « tout tout de suite », du fantasme de la toute-puissance qui, devant l'échec, devient résignation à l'impuissance... La deuxième condition, c'est la rigueur dans la conduite du projet. L'éducateur doit incarner une exigence de qualité à chacune des étapes de la démarche et dans tous les domaines. Si l'on se réunit dans une salle, la moindre des choses, c'est qu'elle soit correctement installée et nettoyée par les jeunes eux-mêmes ! L'exigence de qualité est éminemment formatrice et c'est la seule manière de « tirer les jeunes vers le haut ». Certes, c'est très difficile au quotidien, mais c'est aussi très gratifiant quand on y parvient parce que les jeunes sentent alors à quel point cette rigueur et cette exigence sont pour eux porteuses de satisfactions. Ils restaurent un image positive d'eux-mêmes quand ils ont réussi quelque chose en quoi ils se reconnaissent pleinement et dont ils sont fiers... La troisième condition, c'est l'introduction obstinée d'une forme d'hétérogénéité dans le groupe : il faut refuser de le laisser fonctionner sur le seul registre de la connivence. C'est un véritable enjeu social que d'essayer de raccrocher à chaque projet des participants auxquels on n'aurait pas spontanément pensé. C'est un peu l'histoire des atomes crochus chez les

épicuriens : il faut qu'un atome dévie de sa trajectoire pour en accrocher un autre et composer avec lui une configuration originale qui permet la création en chaîne de l'univers. On peut reprendre cette métaphore : quand les gens restent dans des séries parallèles, « entre soi », les jeunes avec les jeunes, les filles avec les filles, les passionnés de mécanique entre eux, séparés des passionnés de musique... on est dans les séries parallèles qui ne se rencontrent pas. Le rôle de l'éducateur est de faire dévier un atome pour que, dans un groupe de garçons, on intègre des filles, dans un groupe de jeunes, on fasse intervenir un retraité, etc.

Vous y attachez tant d'importance que vous en faites aussi une condition pour retenir des projets de jeunes dans les conseils au niveau des communes ...

Oui, je dis toujours : « Montrez moi en quoi ce projet ne fait pas simplement communauté... en quoi il fait société. » En quoi ce projet produit quelque chose de plus que le seul bien-être de ceux qui le réalisent ensemble. Je m'occupe actuellement d'un conseil de jeunes dans une municipalité de la région Rhône-Alpes. Nous avons ainsi mis en place, avec le maire, un système qui prévoit l'octroi de budgets pour des projets. On lance des appels et les projets retenus par le conseil de jeunes reçoivent une dotation de 1000 euros. Cela peut paraître peu, mais cela permet à des groupes d'adolescents de s'engager dans un travail collectif. Les membres du conseil municipal des jeunes examinent donc les dossiers et je souhaite que figure toujours parmi les critères de choix la manière dont le projet implique des personnes qui, sans lui, ne se seraient jamais rencontrées n'auraient jamais travailler ensemble. C'est toujours très riche, surtout quand on mélange des personnes de générations différentes, de cultures ou de classes sociales différentes. Ainsi découvre-t-on que le projet n'est pas une manière de se replier sur soi, mais, au contraire, de s'ouvrir et de « faire société ».

Cette pratique des appels à projets ne favorise-t-elle pas des groupes mieux formés à ce genre d'exercice que les jeunes en rupture dont nous parlions ?

C'est effectivement un problème et c'est le rôle des éducateurs que de corriger les inégalités sur ce point. Il faut à la fois une offre politique claire et des éducateurs compétents, capables d'amener, sur le terrain, tous les jeunes – y compris les plus fragiles et les plus en rupture - à présenter des projets bien préparés.

Cela requiert, évidemment, que nos élus fassent de l'éducation à la démocratie une vraie priorité. Car il s'agit bien de choisir, au bout du compte, entre une politique-spectacle, électoraliste, qui s'engage dans une course à

l'événementiel prestigieux mais fugace... et une politique citoyenne qui utilise les fonds publics pour impulser des dynamiques sociales dans la durée, plutôt que de subjuguier une population docile dont on veut s'assurer le vote. Bref, je crois qu'aujourd'hui il faut avoir le courage politique de sacrifier des dépenses de prestige au profit de micro-projets qui vont irriguer le tissu social dans la durée. Ou bien l'on s'engagera dans cette voie, ou bien l'on abandonnera notre ambition éducative et, devant les désordres sociaux inévitables qui s'en suivront, nous ferons de la surenchère dans la répression... Rien ne m'agace plus aujourd'hui que cette nouvelle forme de pensée unique qui dit « La prévention, on a déjà essayé... Ça ne marche pas ! Il faut passer à la répression... » Soyons sérieux : la prévention, on n'a jamais vraiment essayé. Il serait temps de s'y mettre !

Parlons davantage des éducateurs. Leur tâche est particulièrement délicate et requiert une solide formation, un statut et une reconnaissance qui ne sont généralement pas au rendez-vous !

C'est bien vrai. Les éducateurs sont soumis à de plus en plus d'exigences technocratiques, à une obligation de résultats à court terme et quantitativement mesurables. Or, ce qui est fondamental en éducation, c'est de prendre le temps d'appivoiser les jeunes, d'accepter de ne pas être efficace tout de suite. Donc de ne pas être coincé dans une logique de rentabilité à court terme.

On touche là à un point crucial : la difficulté pour nos sociétés d'accepter que les « professions de l'humain », dont l'efficacité n'est pas mesurable à l'aune des seuls critères quantitatifs et économiques, bénéficient d'une véritable reconnaissance. Les sociétés traditionnelles savaient l'importance de cela. Elles savaient que, pour que l'économie elle-même fonctionne bien, il faut qu'existent un certain nombre de personnages que l'on sort délibérément du système productif pour qu'ils jouent le rôle de médiateurs. Un peu à la marge, mais présents et en situation de répondre à des enfants et à des adolescents quand les autres adultes sont occupés dans le circuit productif... Nos sociétés ont tendance à supprimer cela : puisque ce n'est pas économiquement productif, ce n'est pas socialement justifiable. C'est scandaleux et, surtout, suicidaire. Anthropologiquement, aucune société ne peut survivre sans des êtres qui ne sont pas soumis à l'emprise du marché et remplissent des fonctions symboliques essentielles. Un petit exemple : remplacer un gardien de parc public par une caméra vidéo, c'est ne rien comprendre à la fonction qu'avait le gardien. Il n'était pas simplement un surveillant, mais assurait une présence, une fonction éminemment symbolique. On se moquait un peu de lui, mais c'était un personnage et il occupait une place originale dans l'imaginaire collectif. Il incarnait – au sens fort du mot – la société tout entière : il accompagnait les enfants pendant plusieurs années tout au long de leur enfance. Bref, il mettait de l'humain dans le monde... Et seul l'humain appelle l'humain.

Si l'on pousse cette logique jusqu'au bout, tous les médiateurs vont disparaître et cela, inévitablement, va retentir sur les difficultés d'intégration des jeunes dans le champ économique. Le tout économique est l'ennemi de l'économie. D'ailleurs, en termes de coût social, c'est un très mauvais calcul. La société économise sur quelques postes d'éducateurs, mais elle dépensera beaucoup plus, ensuite, pour ré-intégrer ou ré-insérer des jeunes qui n'auront pas été accompagnés pendant leur adolescence. Le symbolique est toujours – nous devrions l'avoir compris – le seul véritable investissement pour assurer la promotion de l'humanité dans l'homme.